



ARRÊTÉ TEMPORAIRE N° 2024/599T

Arrêté portant restriction de la circulation dans le cadre de l'organisation d'une réunion publique, rue du Général de Gaulle, à Poissy, le mercredi 5 juin 2024

Le Maire,

Vu la demande en date du 4 juin 2024, par laquelle le café-restaurant LA CABANE, sis 127, rue du Général de Gaulle, 78300 POISSY, sollicite des mesures de restriction de la circulation, dans le cadre de l'organisation d'une réunion publique, rue du Général de Gaulle, entre la rue du 8 mai 1945 et l'avenue Fernand Lefebvre, à Poissy, le mercredi 5 juin 2024,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2122-21, L. 2122-24 et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment les articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment les articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment l'article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment les articles R. 131-41 et R. 610-5,

Vu le décret n° 2009-615 du 3 juin 2009 fixant la liste des routes à grande circulation,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu l'arrêté n° 2022/800P du 4 juillet 2022 portant arrêté de délégation de fonctions et de signature à Monsieur Georges MONNIER, deuxième adjoint au Maire, délégué aux espaces publics, à la propreté urbaine et à la commande publique,

Considérant que le café-restaurant La CABANE souhaite organiser une réunion publique, le mercredi 5 juin 2024, dans son établissement,

Considérant que dans ce cadre, des participants pourront être présents sur la chaussée et qu'il convient d'assurer leur sécurité,

Considérant qu'il est fait droit à la demande du café-restaurant LA CABANE en vue d'obtenir des mesures de restriction de la circulation pour l'organisation d'une réunion publique, le mercredi 5 juin 2024,

Considérant qu'il est donc nécessaire de réglementer la circulation,

Considérant les mesures de sécurité imposées dans le cadre du plan Vigipirate renforcée,

Considérant qu'il importe dès lors d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique, ainsi que celle des intervenants,

ARRÊTE :

Article 1 :

Le mercredi 5 juin 2024, à partir de 19h30 et jusqu'à 00h00, la circulation sera interdite à tous les véhicules motorisés rue du Général de Gaulle, entre la rue du 8 mai 1945 et l'avenue Fernand Lefebvre, à Poissy, dans le cadre de l'organisation d'une réunion publique.

Un accès devra être maintenu pour les services de secours ainsi que pour les riverains.

Article 2 :

Conformément aux dispositions imposées par la préfecture, dans le cadre du plan Vigipirate renforcé, les organisateurs devront mettre en place des barrières, ainsi qu'un véhicule en travers de la voie, en amont et en aval de la voie.

Les propriétaires de ces véhicules devront rester à proximité afin de libérer l'accès aux riverains et aux véhicules de secours.

Article 3 :

Le service de la police municipale aura la charge de mettre en place la signalisation temporaire réglementaire interdisant la circulation.

Article 4 :

Le bénéficiaire devra veiller à :

- maintenir les trottoirs et chaussées propres ;
- réduire au maximum la gêne apportée aux riverains ;
- maintenir un cheminement piétonnier continu et sécurisé ;
- évacuer par ses propres moyens tous les déchets générés conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement.

Article 5 :

Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 5 :

Le Directeur Général des services et le Responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 6 :

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage, ou notification), auprès du Tribunal Administratif de Versailles (56, avenue de Saint-Cloud, 78000 VERSAILLES) ou par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Poissy, le 4 juin 2024



Pour le Maire et par délégation,
Georges MONNIER

**Le Deuxième Adjoint,
Délégué aux espaces publics,
À la propreté urbaine et à la commande publique**

Document publié sur le [site de la ville](#) le 04/06/2024